

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

<p>Abonnements pour le semestre juillet-décembre 1873 :</p> <p>Pour la Suisse, fr. 4.</p> <p>Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.</p>	<p>L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.</p>	<p>Abonnements pour le semestre juillet-décembre 1873 :</p> <p>Allemagne, fr. 5³⁰. — Amérique, fr. 8. — Angleterre, fr. 6⁶⁰. — Belgique, fr. 5³⁰. — Espagne, 6⁶⁰. — France, fr. 20. — Hollande, fr. 6¹⁰. — Italie, fr. 4⁸⁰.</p>
<p>On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)</p>		

LOCLE, LE 24 AOUT 1873.

Le 4 Septembre.

Voilà que s'approche le 3^{me} anniversaire de la chute de l'empire en France.

Pour la troisième fois, nous allons entendre les imprécations de la gent républicaine radicale et autre, jetant feu et flammes contre la réaction qui, depuis cette *glorieuse* date, les empêche de banqueter et de porter force toasts aux *héroïques* membres de la Défense nationale et au non moins héroïque vainqueur de la Commune de Paris, l'illustre Thiers, que l'impartiale histoire bourgeoise a depuis deux ans décoré du titre de « Sauveur de la France »... lisez : « de la propriété ! »

Et de fait, ils ont mille fois raison, ces bons républicains bourgeois, de vouloir fêter le 4 septembre, tandis que l'imbécile réaction monarchique a mille fois tort de s'y opposer.

Toujours ingrats et bêtes ces monarchiens ! Que les bonapartistes dont on a mis ce jour-là l'empereur à la porte et qui se sont trouvés dans la douloureuse nécessité d'abandonner à d'autres le bienheureux ratelier budgétaire où ils mangeaient depuis vingt ans à bouche que veux-tu ; que les bonapartistes ne soient pas contents, nous le concevons ; mais que légitimistes, orléanistes, et tous autres grugeurs du peuple conservent rancune aux « gens du 4 septembre, » comme ils les appellent à tort si dédaigneusement, — cela ne se peut comprendre.

Si nous avons quelque chance d'être écoutés de ces messieurs, nous dirions volontiers à MM.

Mac Mahon, de Broglie et autres vainqueurs du 24 mai dernier :

Que ne laissez-vous vos devanciers manger leur veau et leur salade traditionnels en souvenir d'un si grand jour ? Et qu'avez-vous en somme tant à vous en plaindre ?

Est-ce que la conduite des ex-opposants parlementaires sous l'empire, arrivés au pouvoir au 4 septembre, vous a fait le moindre tort, et n'a-t-elle pas au contraire été exempte de tous reproches à votre égard ?

Dignes représentants et serviteurs de la bourgeoisie, dont ils ont tous les appétits égoïstes, n'ont-ils pas appliqué toute leur intelligence à la satisfaction de ces mêmes appétits ?

Tous leurs actes, dès qu'ils se sont trouvés à l'Hôtel de Ville, n'ont-ils pas été empreints de l'unique préoccupation de sauvegarder avant *tout* les droits sacrés de la Propriété ?

N'ont-ils pas sacrifié à cette sainte idole leur patrie, l'honneur, la liberté, la vie des prolétaires et jusqu'à leur propre dignité à eux-mêmes... en supposant qu'ils aient jamais su ce que c'était ?

Est-ce que Jules Favre et Trochu, à Paris, de même que les Gambetta et les Gent en province, d'accord sur le point avec les généraux de l'empereur, n'ont pas préféré livrer la France à l'ennemi, plutôt que de laisser le peuple organiser lui-même sa défense ? — Et si vous en doutez, en ce qui concerne Gambetta et consorts, relisez, oublieux que vous êtes, relisez la déposition de Gambetta dans l'enquête sur le 4 septembre. Vous y verrez que ce fantoche y déclare avoir surtout employé ses efforts à dissoudre les ligues et toutes associations de citoyens ayant pour but d'activer le mouvement révolutionnaire qui seul alors pouvait amener le salut de la France !

Est-ce que tous ces républicains dont vous avez peur, ingrats que vous êtes, ne vous ont pas sauvés de la révolution sociale qui, sans leurs lâchetés et leurs trahisons, vous eût tous engloutis ?

Est-ce que ces gens, qui ne savaient que geindre devant l'ennemi, mais qui, le 22 janvier d'abord et, ensuite, du 18 mars au 28 mai 71, vous prêtèrent l'appui de leur menteuse popularité — depuis Louis Blanc, jusqu'à Tolain, l'ex-internationaliste, et à Greppo, l'ancien canut lyonnais — pour l'écrasement des travailleurs ; est-ce que tous ces gens, sans exception, ne vous ont pas rendu d'immenses services ?

Grâce au 4 septembre et à ce qui s'ensuivit, les républicains vous ont évité la peine de trahir *vous-mêmes* et officiellement la France. Ils ont endossé pour leur propre compte les turpitudes et les hontes de l'empire, dont ils ont largement continué les ignobles traditions et dont vous vous étiez faits les plats courtisans jusqu'à sa chute.

Enfin ils ont préparé votre triomphe et ont déshonoré la république en livrant à votre rage ses défenseurs les plus dévoués et les plus désintéressés.

Et vous leur refuseriez encore de se réjouir de si beaux résultats !

Ah ! croyez-nous ; non seulement laissez-les faire, mais, mieux encore, prouvez à la bourgeoisie française et même européenne que vous êtes ses intelligents défenseurs.

Prenez-vous même l'initiative de cette petite fête de famille. Ouvrez-lui vos salons et offrez un immense banquet où se rencontreront côte à côte gens de la droite et gens de la gauche. Que M. Mac Mahon y préside ayant à ses côtés Thiers et Gambetta.

Puis, quand tous seront repus, que *l'honnête* maréchal, afin de cimenter l'union de gens si bien faits pour s'entendre, porte un toast aux républicains de Madrid qui, fidèles imitateurs de leurs frères, Jules Favre, Trochu, Gambetta, Jules Simon et autres, par dépêche expresse du 5 de ce mois, ont appris à l'Europe « qu'ausitôt le massacre des « travailleurs terminé à Séville, Cadix, Valence, etc., « ils déploieront une grande activité et une grande « énergie contre les Carlistes ! » (textuel)

Qu'en dites-vous, travailleurs de tous pays ?

N'est-ce pas que le 4 septembre est un glorieux anniversaire ?

La situation en Espagne.

Nous trouvons dans la *Solidarité révolutionnaire* de Barcelone, du 14 août, l'article ci-des-

sous, qui nous paraît résumer très bien l'état des affaires en Espagne :

« Où allons-nous ? Telle est la question que se pose dans la péninsule la bourgeoisie. *L'Etat*, cette chose qu'on est parvenu à reconstituer au-delà des Pyrénées, s'émiette, se divise, s'oppose à lui-même et en se combattant il se détruit. Aujourd'hui, il y a un *Etat* carliste dans le nord de l'Espagne, il y a un *Etat* intransigent dans le midi, et celui de la république menteuse des Cortès siège dans la capitale. Chacun de ces trois *Etat* a son gouvernement, son territoire, ses finances, ses généraux, sa marine et ses soldats. Des finances espagnoles, de l'armée espagnole, de la marine espagnole, de la patrie espagnole, que reste-t-il ? Rien, si ce n'est des débris. Avant d'être fédéral, s'écrit Castelar à la tribune, je suis républicain ; avant d'être républicain, je suis Espagnol ! Il aurait pu ajouter, le grand orateur qui gémit sur l'affaissement du patriotisme, de la nationalité : Avant d'être Espagnol, je suis *homme de bourgeoisie*.

» L'Etat Carliste n'a pas d'avenir. Depuis deux ans qu'il est en armes sur le territoire, quels sont ses progrès ? A-t-il pu conserver une seule de ses conquêtes ? S'il entre le soir dans une ville, il en fuit précipitamment l'aube venue. Malgré l'or de l'Europe cléricale, il n'a pu faire jusqu'ici qu'une guerre de bandits.

» Les intransigents ont le mérite de la franchise. Ils disent ce qu'ils veulent, ils combattent pour ce qu'ils disent, pour l'autonomie du canton. Mais partout où ils sont les maîtres, leur premier acte est la constitution d'un pouvoir. Le pouvoir, ils ne veulent pas le détruire, ils ne veulent que le déplacer ; ce qu'ils détestent à Madrid, ils le chérissent à Carthagène. Quoique ce mouvement soit appuyé par bien des nôtres, il nous est impossible de le considérer comme le prélude d'une rénovation sociale.

» Ce sera le pouvoir de Madrid qui l'emportera dans la lutte ; mais combien ne sortira-t-il pas amoindri d'une collision où la bourgeoisie elle-même déchire ses entrailles ?

» Seront-ils assez forts, ces débris de l'Etat bourgeois, pour résister au flot de l'émancipation populaire qui monte sans cesse, qui monte toujours ? Nous ne le pensons pas. Il ne faut pas en effet que la bourgeoisie s'illusionne ! Alcoy n'est pas la grande bataille, Alcoy n'est pas le dernier mot du prolétariat. Pour nous, et pour tous ceux qui vivent comme nous de la pensée révolutionnaire, Alcoy n'est qu'une affaire d'avant-garde, une escarmouche et rien de plus. »

Nouvelles de l'Extérieur.

Hollande.

Le Comité fédéral jurassien a reçu la lettre suivante :
La Haye, 14 août 1873.

Compagnons,

Par un vote de nos sections, le Conseil fédéral de la Hollande vient d'être transporté d'Amsterdam à la Haye. La cause de cette résolution est dans les persécutions que plusieurs ouvriers ont à supporter de la part des patrons et de l'aristocratie. Aussitôt que l'on sait que vous faites partie de l'Internationale, la chose commence et ne s'arrête pas avant que l'individu ait abandonné le pays.

La besogne ne me permet pas de vous en écrire davantage pour le moment; vous voudrez seulement avoir la bonté d'insérer dans votre journal que par ce changement, le soussigné est devenu secrétaire-correspondant pour la Hollande.

Salut et solidarité.

A. BURGDORFFER,
Lage Zand, 7, à la Haye.

P.-S. Prière de ne se servir pour les correspondances que de l'une des trois langues française, allemande ou flamande.

Italie.

Bologne, 14 août. (Corresp. part. du *Bulletin*.) — Dimanche dernier, 10 août, se sont réunies dans une ferme de Pietra la Croce, village de la banlieue d'Ancône, les délégués des sections et fédérations des Marches et de l'Ombrie, à l'effet de constituer une fédération spéciale des sections de ces deux provinces, au sein de la fédération régionale italienne.

Étaient représentées les fédérations locales d'Ancône, de Pérouse, de Macerata et faubourgs, de Fermo et environs, et les sections de Camerata Piceno, de Sassoferrato, de Fabriano, de Pergola, de Ponte San Giovanni, de Montelparo, de Massignano, de Rotella, de Castignano, de Jesi, de Fano, d'Osimo.

Le programme et le règlement de la fédération provinciale ont été approuvés. Ancône a été choisi pour siège de la commission de correspondance, et Pérouse pour siège de la commission de propagande.

Les ouvriers des Marches et de l'Ombrie sont animés des meilleurs sentiments révolutionnaires; la dissolution toujours croissante du parti républicain ou mazzinien et la transformation successive des anciennes sociétés de carbonari, permettent une active propagande qui donnera bientôt aux ouvriers de ces provinces une puissante organisation révolutionnaire, capable de faire face à n'importe quel ennemi, et de réaliser, d'ici à peu de temps, ces idées qui doivent faire crouler le monde bourgeois du privilège et de l'autorité.

A Bologne, la grève des ouvriers de la fabrique de tabacs a cessé; les républicains et M. le préfet se sont donné la main pour amadouer les ouvriers et leur prouver que l'ordre doit aller avant tout le reste, et que les machines, dans les conditions actuelles de monopole du capital, sont très utiles aux ouvriers. Et qu'on vienne dire que les républicains ne veulent pas l'émancipation du travail!

Les persécutions contre les internationaux continuent. A Bologne, pendant la grève de la fabrique de tabacs, plusieurs compagnons ont été arrêtés et des perquisitions faites à leur domicile. A Faenza, sans qu'on donne la moindre raison pour cette manière d'agir, les internationaux sont tracassés, et l'autorité leur adresse des *admonestations*. Le gouvernement est moralement appuyé par les républicains. La réaction a levé le masque: ouvriers, soyez sur vos gardes!

Espagne.

Madrid, 13 août 1873. (Corresp. part. du *Bulletin*.) — L'insurrection cantonale, par la chute de Valence

entre les mains du pouvoir central, vient d'être à peu près comprimée. Carthagène résiste encore, il est vrai, mais cette résistance ne peut être de longue durée. Bientôt le gouvernement de Madrid pourra se tresser une couronne de lauriers avec cette inscription en exergue: *Impuissants et incapables contre la réaction blanche, mais victorieux et forts contre la république fédérale*.

La répression a été terrible, d'autant plus terrible qu'elle s'est faite sans bruit et dans l'ombre. Les citoyens arrêtés ont été fusillés sans autre forme de procès, sans même de constatation d'identité. Les journaux n'en ont parlé que très légèrement, et seuls les témoins des horribles scènes de carnage qui ont eu lieu après l'entrée des troupes à Séville peuvent nous dire quel degré a atteint le cruauté de l'hypocrite vainqueur, qui n'a pas même eu la courage brutal de Mouravief, lequel au moins ne reculait pas devant la responsabilité de sa férocité.

C'est du reste, paraît-il, le mot d'ordre du gouvernement. Beaucoup de mal et peu de bruit; pour cela, ce qui lui convient, c'est frapper dans l'ombre, et il n'y manque pas. Deux exemples. A Valladolid, le citoyen intransigent Zabalbeite, sur un ordre de Madrid, est attendu à la gare par des volontaires. A son arrivée, il est arrêté sans motif, et au milieu du chemin assassiné avec deux de ses amis qui l'accompagnaient. Le député Rubau Donadeu, qui se rendait à Barcelone, sur une communication semblable, eût éprouvé le même sort si des circonstances fortuites ne l'eussent fait changer de chemin, et il ne doit certainement la vie qu'à la menace directe que son frère Julio Rubau, informé de ces faits, est allé faire au ministre Maisonave: « Si mon frère tombe, lui a-t-il dit, sous le poignard de vos sicaires, je vous garantis que vous et quelque autre ministre irez le rejoindre bientôt. » M. Maisonave sait que la chose est fort possible, et il se l'est tenu pour dit.

Ces deux exemples pris entre mille vous donneront une idée de ce qu'est l'Espagne sous la république bourgeoise. L'empire avait inauguré les casse-têtes; Sagasta avait organisé la *porra* (gourdins). Vous voyez qu'il y a progrès. Ce sont maintenant le poignard et le revolver qui se chargent d'aplanir les difficultés du nouveau gouvernement.

Voici du reste comment on légalise ces assassinats. On donne ordre, sous un prétexte ou sous un autre, quelquefois même sans prétexte, d'arrêter l'individu qui gêne. On le fait conduire par des volontaires, puis au milieu du chemin ceux-ci s'écartent, font feu sur le prisonnier, puis dressent procès-verbal constatant que celui-ci ayant tenté de se sauver, ils ont dû s'assurer de lui par ce moyen. Et le tour est joué.

Vous pensez bien ce qui doit être de notre Association sous un pareil régime. Jamais elle n'a été plus persécutée, soit directement, soit indirectement. Elle est devenue la tête de Turc des gens d'ordre, et au moindre événement ayant le caractère d'un malheur public, tous se précipitent avec un touchant accord: *C'est l'Internationale! Haro sur le baudet! Aussi tout est permis contre elle*. Citons encore des faits précis. Ils en disent plus que toute sorte de commentaires. — Le maire de Loja a expulsé de la ville 118 internationaux. Pas le plus petit fait qui pût donner occasion à cette mesure. Il n'en a du reste pas invoqué. Il s'est tout bonnement borné à déclarer que les internationaux étaient indignes de vivre dans sa commune. C'est carré; mais ce n'est pas tout. La correspondance adressée à ceux qu'on soupçonne encore être des nôtres est saisie par cet autocrate et lue sur la place publique au milieu des rires et des sarcasmes des gens de bien. Voilà comment les autorités républicaines entendent la liberté. — C'est la liberté du cabinet noir. — A Tuensalida on refuse de vendre des timbres-poste aux internationaux et on les menace de décacheter leurs lettres. On les poursuit et arrête à Cadix, à Séville, à

Jerez, à Carmona, à Chipiona, etc. 150 de nos frères sont sous les verroux à San-Lucar. Un grand nombre de ceux de Malaga sont déportés en Afrique. A Ubéda, voici ce qui vient de se passer. Sept internationaux de la section des chapeliers se promenaient la semaine dernière sur la grande route. Ils rencontrent 140 volontaires de la garde nationale qui leur barrent le chemin, les arrêtent, les accablent d'insultes, les fouillent, et n'ayant absolument rien trouvé sur eux qui pût fournir le moindre prétexte, ils les lâchent, puis au bout d'un instant, se repentant sans doute, ils se retournent vers eux et leur envoient une décharge qui par miracle n'atteignit personne. Qui pense-t-on qu'on a arrêté pour cet attentat ? Les assassins ? Non : on a arrêté nos sept compagnons qui sont emprisonnés à Ubéda, et cela pour le motif qu'ils appartiennent à l'Internationale. Le maire a en outre déclaré au bourgeois Gimenes que s'il ne renvoyait pas tous ses ouvriers, il les expulserait de la ville. Et une tentative d'assassinat a été faite contre le compagnon Armijo, secrétaire de la section, pour hâter le mouvement d'émigration sans doute.

A Barcelone, on a arrêté deux de nos compagnons de langue française sous prétexte que ce sont des carlistes, et mandat d'amener est lancé contre la rédaction de la *Solidarité révolutionnaire* sous le même prétexte. Notez que pendant ce temps le gouvernement fait distribuer des armes aux carlistes de Barcelone, parce que, dit-il, la défense des quartiers contre la démagogie appartient à tous sans distinction de nuance politique. Tel est l'état des choses en Espagne. Ces mesures et cette attitude ne découragent pas nos compagnons, qui plus que jamais sont décidés à maintenir ferme le drapeau de l'Internationale. Et s'ils supportent ces avanies, c'est que la raison, dominant leur colère et leur indignation, leur commande de résister à ces provocations et d'attendre le moment propice. Les travailleurs se désabusent peu à peu à la vue de ce qui se passe, des farceurs de la politique bourgeoise, et nous espérons que nos rangs ne tarderont pas à se grossir de révolutionnaires que l'expérience aura convaincus. Quelques sections, cédant aux intrigues des bourgeois, se sont séparées, il est vrai, de notre association ; mais ce sont les moins révolutionnaires, et nous espérons que le dégoût des manœuvres bourgeoises ne tardera pas à nous les ramener, éclairées à leurs dépens et plus décidées que jamais.

La fédération portugaise, qui avait jusqu'ici gardé une attitude neutre dans les questions qui divisent l'Internationale, paraît disposée à se rallier aux principes autonomistes. Elle a traversé une crise, d'où nous espérons qu'elle sortira plus puissante et plus forte que jamais, débarrassée de quelques éléments qui étaient pour elle une entrave, et qui, occupant les postes de confiance, avaient appris à l'école d'Engels, à cacher aux fédérés les communications et les correspondances importantes.

Salut et révolution sociale.

X.

La répression de l'insurrection de Séville par le général Pavia a été impitoyable. Il avait donné l'ordre de ne pas faire de prisonniers ; aussi tout ce qui a été pris a été immédiatement passé par les armes. Il ne faut pas s'en étonner : le gouvernement n'avait pas cette fois affaire à des carlistes ou à des intransigents purs, c'est-à-dire à des gens qui luttent comme lui pour le principe d'autorité, mais à des internationaux.

Pavia a bombardé la ville : il a détruit un grand nombre d'édifices et fait beaucoup de victimes innocentes. Personne n'y trouve à redire : ce sont les boulets du parti de l'ordre. Mais les insurgés, après s'être battus « comme des lions, » — le mot est de Pavia lui-même, — et avoir repoussé à deux reprises les assaillants, voient enfin leurs barricades tournées ; les soldats se sont ouverts des cheminements à travers les maisons. Pour se défendre, les insurgés sont obligés

de mettre entre eux et leurs agresseurs une barrière de flammes. Cette fois, voilà l'infâme bourgeoisie qui s'indigne. Des maisons détruites par les bombes du gouvernement, c'est bien ; mais par le pétrole ! horreur ! Que lui importent les victimes humaines amoncelées autour des barricades, que lui importent les cadavres qui remplissent les rues, que lui importent les fleuves de sang qui rougissent le pavé, que lui importent les veuves et les orphelins ? Le pétrole a détruit ses palais ! Voilà l'abomination !

La *Solidarité révolutionnaire* cite quelques membres de notre Association, connus en Espagne, qui ont fait partie des Juntas révolutionnaires dans les villes où l'Internationale a cru devoir participer au mouvement intransigent. Ce sont entr'autres Rosell à Valence, Mingoranza à Séville, et Rodriguez à Grenade. Nous n'avons aucun renseignement sur le sort de ces braves compagnons.

Echantillon de la conduite des intransigents envers l'Internationale :

La fédération ouvrière internationale de Murcie s'étant déclarée solidaire des actes de ses frères d'Alcoy, s'est vue pour ce fait l'objet de mesures de rigueur de la part de la Junte intransigente : on a défendu aux imprimeurs de rien publier qui émane des membres de l'Internationale.

Le gouvernement de Madrid, si complaisant pour les carlistes, et qui prétendait n'avoir ni argent ni soldats pour les combattre, s'est tout-à-coup trouvé à la tête de forces considérables pour combattre les insurgés de Valence et de Séville. Deux armées, l'une de dix-sept mille, l'autre de trente mille hommes, sont pour ainsi dire sorties de terre pour marcher contre ces deux villes, et les coffres du trésor se sont par enchantement trouvés garnis de millions. Et pour accroître le zèle des soldats, le gouvernement a promis à tous ceux qui lutteraient contre l'insurrection cantonaliste leur congé définitif et une décoration qui leur rapporte 360 réaux de pension par an. Mieux encore : les troupes régulières n'ayant pas été trouvées suffisantes, on a ouvert les portes du bagne de la Carraca, dont les galériens ont été incorporés dans l'armée. Dignes défenseurs d'un si honorable pouvoir !

La ville de San Lucar de Barrameda, la seule, avec Alcoy, où l'Internationale ait agi pour son propre compte, a été occupée par l'armée de l'ordre. Nous ne connaissons pas encore les détails de l'événement ; la *Federacion* annonce seulement qu'environ cent cinquante internationaux ont été emprisonnés.

Congrès général de l'Internationale

Nous rappelons que ce Congrès s'ouvrira à Genève le lundi 1^{er} septembre. Les délégués sont invités à se rencontrer dès le dimanche 31 août au local du Congrès, brasserie Schiess, quartier des Pâquis.

La Section de Genève nous annonce qu'elle a pris toutes les mesures nécessaires pour la réception des délégués.